

05 B 1598

LEGER et Associés
SARL au capital de 50.000 €
Siège social : 52 rue La Boétie 75008 PARIS
R.C.S : PARIS B 480 307 131

CESSION DE PARTS SOCIALES

Greffe du Tribunal de
Commerce de Paris

22 JUIN 2005

N° de dépôt : 37196

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur **Michel LEGER**, né le 18 février 1947 à PARIS (75017), de nationalité française, Expert comptable et Commissaire aux comptes, demeurant 12 bis route de Marly 78430 LOUVECIENNES, marié avec Madame Michèle LEGER, née BENAÏM le 6 février 1960 à ALFORTVILLE (94) sous le régime de la séparation de biens.

Ci-après dénommé le CEDANT
d'une part

- Monsieur **Jean de GAULLE**, né le 13 juin 1953 à BOURG EN BRESSE (01), de nationalité française, Expert comptable et Commissaire aux comptes, demeurant 168 rue de Grenelle 75007 PARIS, marié avec Madame Isabelle de GAULLE, née THIZON le 2 novembre 1960 à FONTENAY LE COMTE (85) sous le régime de la séparation de biens.

Ci-après dénommé le CESSIONNAIRE
d'autre part

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT - SAINT GERMAIN NORD
Le 09/05/2005 Bوردreau n°2005/437 Case n°9
Ext 2838

Enregistrement : 15 €

Timbre : 60 €

Total liquidé : soixante-quinze euros

Montant reçu : soixante-quinze euros

L'Agent

~~L'Agent des Impôts~~
M. FORJAN Olivier

14

W

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La SARL LEGER et Associés a pour objet l'exercice de la profession d'Expert comptable et de Commissaire aux comptes.

Elle a été constituée par acte sous seing privé en date à PARIS du 20 décembre 2004.

Son capital s'élève à la somme de 50.000 €, divisé en 500 parts sociales de 100 € chacune, entièrement libérées.

Son siège social est situé 52 rue La Boétie 75008 PARIS, et elle est immatriculée au RCS de PARIS sous le n° B 480 307 131.

ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur Michel LEGER possède dans cette société la totalité des parts sociales, soit 500 parts sociales.

DECLARATIONS

• Monsieur Michel LEGER déclare :

- Qu'il est né à PARIS, le 18 février 1947,
- Qu'il est marié avec Madame Michèle BENAÏM sous le régime de la séparation de biens,
- Que les parts sociales objet du présent contrat ont le caractère de biens propres.

Il déclare en outre :

- Qu'il est de nationalité française,
- Qu'il est résident français au sens de la réglementation des changes,
- Qu'il dispose de la pleine capacité d'aliéner,
- Que les parts sociales cédées sont libres de tous nantissements ou de tous droits quelconques.

• Monsieur Jean de GAULLE :

- Qu'il est né le 13 juin 1953 à BOURG EN BRESSE (01),
- Qu'il est de nationalité française,



- Qu'il est marié avec Madame Isabelle de GAULLE, née THIZON sous le régime de la séparation de biens,
- Que les fonds destinés à l'acquisition de la part sociale objet du présent acte ont le caractère de fonds propres.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

CESSION

Monsieur Michel LEGER cède et transporte par les présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Jean de GAULLE qui accepte, 1 (une) part sociale de 100 (cent) €, lui appartenant dans la SARL LEGER et Associés.

Monsieur de GAULLE sera propriétaire de la part sociale cédée à compter de ce jour, et aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours revenant à ladite part sociale, et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à la part cédée.

La part cédée n'est représentée par aucun titre et sa propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de **100 (cent) €**, correspondant à sa valeur nominale, que Monsieur Michel LEGER, cédant, reconnaît avoir reçu de Monsieur Jean de GAULLE, cessionnaire, ce jour même et dont il lui consent bonne et valable quittance sans aucune réserve.


Dont quittance

DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Pour la perception des droits d'enregistrement, Monsieur Michel LEGER atteste que la part sociale, objet de la présente cession, a été créée en vue de rémunérer les apports en numéraire effectués à la société.

Il déclare en outre, que la présente cession n'entraîne pas de dissolution de la société et que la part sociale cédée ne confère pas la jouissance de droits immobiliers.

SIGNIFICATION

La présente cession sera signifiée à la société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil. Toutefois, la signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Du fait de la cession de part ci-dessus consentie et acceptée et dès réalisation par l'exécution des formalités à l'égard de la société et des tiers, le capital social sera ainsi réparti :

■ Monsieur Michel LEGER	: 499 parts sociales
■ Monsieur Jean de GAULLE	: 1 part sociale

TOTAL
représentant l'intégralité du capital social : 500 parts sociales

FORMALITES - POUVOIRS

Après enregistrement et signification à la société, la présente cession de parts sociales sera déposée en deux exemplaires originaux au greffe du Tribunal de Commerce de PARIS.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le CESSIONNAIRE qui s'y oblige.

Fait à Paris

Le 15 avril 2005

en 6 exemplaires (un pour chaque partie, un pour l'enregistrement, deux pour le greffe, un pour le siège social)

M.LEGER



J. de GAULLE



Léger et Associés
SARL au capital de 50.000 €
Siège social : 8 rue La Boétie 75008 PARIS
RCS PARIS B 480 307 131

PROCES-VERBAL DE DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 14 AVRIL 2005

L'AN DEUX MILLE CINQ
Le 14 avril à 18 heures.

Au siège social,

L'associé unique de la SARL LEGER ET ASSOCIES a été convoqué afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- autorisation de cession de parts ; agrément d'un nouvel associé
- modification corrélative des statuts
- reprise des engagements pris par l'associé fondateur
- pouvoirs en vue des formalités

L'associé unique a adopté les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION :

L'associé unique autorise la cession d'une part sociale par Monsieur Michel Léger au profit de Monsieur Jean de Gaulle et agréé expressément ce dernier en sa qualité de nouvel associé.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, comme conséquence de la résolution précédente, sous réserve de la réalisation de la cession de parts projetée, décide que l'article 7 des statuts sera de plein droit remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la société.

« ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL : REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 (cinquante mille) €, divisé en 500 (cinq cent) parts sociales de 100 (cent) € chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité et réparties comme suite :



- Monsieur Michel Léger : 499 (quatre cent quatre vingt dix neuf) parts
- Monsieur Jean de Gaulle : 1 (une) part

Total égal au nombre de parts
Composant le capital social : 500 (cinq cent). »

Le deuxième paragraphe est supprimé.

Le reste de l'article reste inchangé.

TROISIEME DECISION

L'associé unique, connaissance prise des actes accomplis par l'associé fondateur au nom et/ou pour le compte de la société en formation, décide que lesdits engagements seront repris par la société et que les frais engagés par l'associé fondateur lui seront remboursés sur justificatifs.

Un état desdits actes et frais est annexé au présent procès-verbal.

QUATRIEME DECISION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet de procéder aux formalités de dépôt au greffe du Tribunal de commerce prescrites par la loi.

XXX

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé, après lecture, par l'associé unique.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' followed by a large 'F' and a horizontal line extending to the right.

Califié confondu

Léger et Associés
Société à Responsabilité Limitée
d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Au capital de 50.000 €
52 rue La Boétie
75008 PARIS

VOISE POUR TIMBRE ET ENREGISTRE A LA RECETTE
DE EUROPE ROME LE 21 DEC 2004
N° BORD 3/59/29

REÇU { - Dts de Timbre
- Dts d'Enregistrement

Gratis

Signature



STATUTS



Le soussigné :

Monsieur **Michel Léger**, né le 18 février 1947 à Paris (75017) de nationalité française, demeurant 12 bis route de Marly 78430 LOUVECIENNES, Expert comptable et Commissaire aux comptes, en cours d'inscription au tableau de l'Ordre des Experts comptables et sur la liste des commissaires aux comptes de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de PARIS.

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

ARTICLE PREMIER - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le livre II du Code de commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La dénomination est : Léger et Associés

Le sigle est : Léger & Associés

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al. 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.



ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à PARIS (75008), 52 rue La Boétie.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5- DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 (quatre-vingt dix-neuf) années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues par la loi et aux présents statuts.

ARTICLE 6 – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

Monsieur Michel Léger apporte à la société une somme en espèces de 50.000 (cinquante mille) €.

Cette somme sera déposée à la Société Générale, située 91 avenue de Wagram 75017 Paris à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 (cinquante mille) €, divisé en 500 (cinq cents) parts sociales de 100 (cent) € chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité et réparties comme suit :

- Monsieur Michel Léger	: 499 (quatre cent quatre-vingt dix-neuf) parts
- Monsieur Jean de Gaulle	: 1 (une) part

Total égal au nombre de parts	
Composant le capital social	: 500 (cinq cents)

La société membre de l'Ordre communique annuellement au conseil de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

ARTICLE 8 – AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

ARTICLE 9 – TRANSMISSION DES PARTS

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Handwritten signature and initials in black ink, consisting of a stylized '4' followed by a signature.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit :

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

ARTICLE 10 – EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITÉ ET DÉMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-avis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités.

La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

ARTICLE 13 – GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.



Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés pris à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe et/ou proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 14 – DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant il peut être établi une feuille de présence. Dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 – MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis.



Toutéfois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article L. 223-28 du Code de commerce.

ARTICLE 16 – ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2005.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RÉSULTATS ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 18 - NOMINATION DU PREMIER GÉRANT

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée est :

Monsieur Michel Léger, né le 18 février 1947 à Paris (75017), demeurant 12 bis route de Marly 78430 LOUVECIENNES.



Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

**ARTICLE 19 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE -
IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS -
ENGAGEMENTS DE LA PÉRIODE DE FORMATION**

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

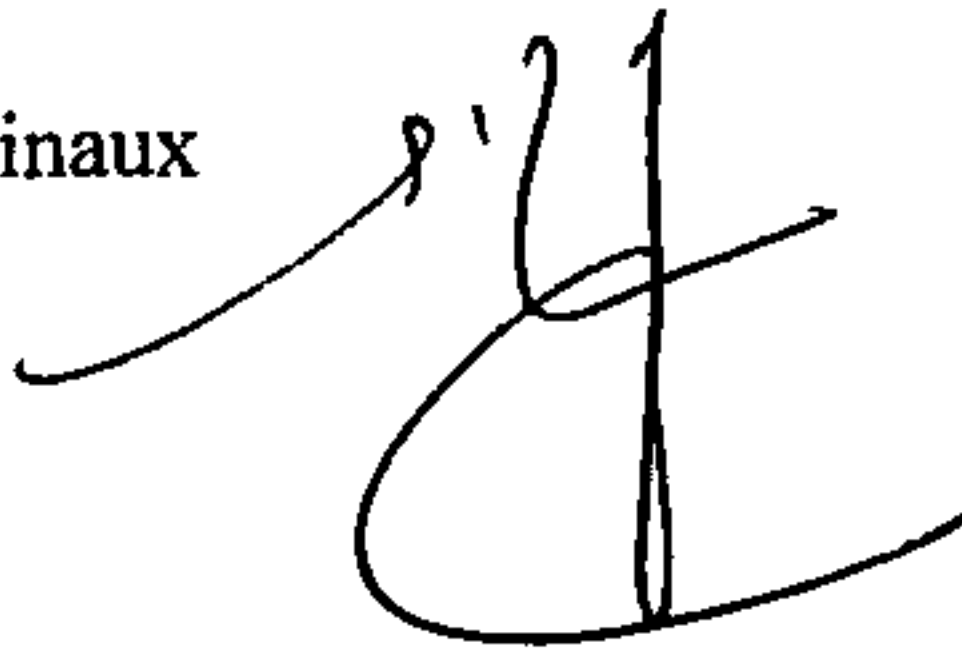
Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 20 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Les formalités d'inscription et de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance.

FAIT A PARIS
LE 20 DECEMBRE 2004

En six originaux

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script. The signature is written over a horizontal line and extends slightly above and below it. It appears to be a personal name, possibly starting with 'D' or 'E'.